

Affaires courantes

continuerait de consacrer plus de 1 million de dollars par an au financement de centres pour les femmes.

Le gouvernement provincial reconnaît l'importance de ces centres pour la communauté, alors que le gouvernement conservateur dit encore non aux femmes, leur refuse l'équité salariale et les garderies, leur disant en quelque sorte: «Sachez quelle est votre place.»

Les femmes savent quelle est leur place. Leur place est à égalité avec celle des hommes. À l'occasion de la Journée internationale de la femme, comme tous les autres jours, je vous prie instamment de songer à organiser un mouvement mondial en faveur de la justice sociale et de changements positifs pour tous, car sans rêve et sans vision, où serions-nous?

* * *

PÉTITIONS

LA JUSTICE

Mme Beth Phinney (Hamilton Mountain): Monsieur le Président, j'ai plusieurs centaines de pétitions à présenter, réunissant plusieurs milliers de signatures de citoyens de Hamilton Mountain, ma circonscription, de la région de Hamilton et même de tous les coins du pays.

Ces signatures viennent s'ajouter aux plus de 250 000 signatures recueillies sur les pétitions que j'ai remises moi-même au greffier et aux milliers d'autres recueillies sur les pétitions présentées par d'autres députés.

Les signataires estiment qu'il existe de graves lacunes dans le système de justice pénale. Ils croient que les sentences sanctionnant les crimes de violence ne reflètent pas bien l'aversion de la société pour la violence afin d'exercer un véritable effet de dissuasion pour protéger le public en mettant le délinquant à l'écart de la société.

Les pétitionnaires demandent au Parlement de reconnaître que les crimes avec violence contre une personne sont graves et font horreur à la société. Ils demandent au gouvernement de faire modifier en conséquence le Code criminel du Canada, la Loi de 1972 sur la réforme du cautionnement et la Loi sur la libération conditionnelle.

M. Sergio Marchi (York-Ouest): J'ai déposé auprès du greffier de la Chambre des communes une pétition signée par des centaines d'habitants de ma circonscription, York-Ouest.

Les pétitionnaires signalent que le trafic des stupéfiants s'intensifie malheureusement dans le Grand To-

ronto, ce qui ruine l'avenir de nombreux jeunes Canadiens et brise la vie d'innombrables familles.

Les signataires demandent au gouvernement du Canada de modifier la Loi sur les stupéfiants en vertu de laquelle l'argent confisqué lors de saisies de drogues ou auprès d'un contrevenant est versé immédiatement au Trésor fédéral, à Ottawa.

Les pétitionnaires veulent que cette disposition soit modifiée afin que les corps policiers locaux et les organisations locales qui mènent la lutte contre la drogue puissent conserver l'argent confisqué.

J'espère que le solliciteur général tiendra compte des innombrables citoyens qui réclament ce changement afin que nous puissions vaincre ce fléau au nom de nos jeunes, de nos familles et de nos localités.

LA FINLANDE

M. Joe Comuzzi (Thunder Bay—Nipigon): Monsieur le Président, j'ai véritablement l'honneur de présenter aujourd'hui une pétition signée par plus de 100 000 Canadiens dont les parents viennent de Finlande ou sont d'origine finlandaise.

Thunder Bay est extrêmement fière d'accueillir dans la région que je représente la plus grande communauté au monde de Finlandais à l'extérieur de la Finlande. Nous célébrons cette année un événement capital, le 75^e anniversaire de l'indépendance et de la liberté politique de la Finlande.

Les pétitionnaires, des habitants de Thunder Bay que je représente, veulent que se maintiennent les bonnes relations et la bonne entente qui règnent entre le Canada et la Finlande, ainsi que la vigueur et la liberté dont jouissent ces deux grands pays.

• (1550)

LA TAXE SUR LES PRODUITS ET SERVICES

M. Brian L. Gardiner (Prince George—Bulkley Valley): Monsieur le Président, conformément à l'article 36 du Règlement, j'ai l'honneur de présenter une pétition qui illustre la lutte acharnée que les néo-démocrates livrent à la TPS, cette taxe très injuste.

Les pétitionnaires viennent essentiellement de l'intérieur de la Colombie-Britannique. Ils exhortent le gouvernement à imposer une taxe minimale efficace aux riches contribuables et sociétés ainsi qu'à opérer au Canada une véritable réforme fiscale prévoyant un système d'impôt progressif.